



# Une région pour les autres : les vertiges de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient

Par Matthieu Rey

## L'AUTEUR

Agrégé, arabisant et chargé de recherche à l'Ifas-recherche (USR 3336-Johannesburg) et associé à Wits History Workshop et au Collège de France.

Après avoir réalisé une thèse sur les parlementaires syriens et irakiens des années 1950, et réalisé un long terrain en Syrie (2009-2013), ses recherches se sont élargies à d'autres thématiques, comprenant la guerre froide dans le monde arabe, les élections, la crise syrienne et les politiques de développement et plus généralement la construction du politique au Moyen Orient et en Afrique australe.

Nouveau « plan » de paix entre Israël et la Palestine, bombardement de figures importantes du régime iranien... Si les analystes annonçaient un déclin américain au Moyen-Orient, les premières semaines de 2020 semblent en démentir la teneur. Le président Trump, fidèle à une ligne politique extrêmement mouvante au gré de ses intérêts les plus immédiats, réaffirme par ces initiatives la centralité de l'acteur américain dans cette région. Mais cette forte implication ne signifie pas pour autant le suivi d'un plan clair et cohérent. Au contraire, tout semble indiquer l'inverse. Alors que la politique étrangère américaine est d'ordinaire largement déterminée par le président, qui peut même édicter des doctrines<sup>1</sup> pour formuler ses souhaits à venir, l'impression qui domine depuis au moins l'année 2003 est celle de changements accélérés, de retournements parfois spectaculaires et d'une sensible perte de contrôle sur le terrain.

L'idée d'un vertige rend compte de l'état d'égarement soudain d'un acteur devant ce qui lui apparaît comme un vide. Nous tenterons ici de démontrer comment les États-Unis ont construit largement leur politique moyen-orientale en relation à des impératifs exogènes plus importants (l'affrontement avec l'Union soviétique, la reconstruction de l'Europe en 1945, etc.) et, lorsque ces paramètres contraignants ont disparu en 1991, la même puissance est alors prise dans un désir de toute puissance en situation d'anomie, celui de pouvoir tout faire en l'absence de limites, par la dérégulation du jeu diplomatique et géopolitique précipitée par l'avènement d'une hégémonie au lendemain de la disparition de l'Union soviétique<sup>2</sup>. La fin de l'affrontement entre les deux blocs a précipité les États-Unis dans deux dynamiques contradictoires dans la région : tout en disposant d'une pleine latitude d'action devant l'absence de forces rivales, les États-Unis ne cessent pourtant d'accroître leur puissance pour conforter leur image de puissance. À l'image de l'Athènes exerçant son hégémonie sur le monde grec au lendemain des guerres médiques<sup>3</sup>, la superpuissance ne sait comment repenser son action dans un cadre réorganisé.

Comprendre les présidences Bush, Obama et Trump impose de resituer dans leur contexte les impératifs qui ont présidé à l'élaboration des doctrines diplomatiques américaines au Moyen-Orient. Trois grandes séquences se distinguent. Des lendemains de la Seconde Guerre mondiale à 1991, cette région demeure au cœur des dispositifs stratégiques américains sans pour cela que les administrations successives ne pensent autrement la région que comme un vide à combler. Cette vision, qui a exaspéré d'autres grandes puissances (la Russie principalement, ou la Chine), semble prendre corps au cours des années 1990. L'épuisement de cette volonté de puissance, à partir de 2003, conditionne largement les derniers développements politiques, faisant des États-Unis la

---

<sup>1</sup> Les discours sur l'État de l'Union qui introduisent l'année politique aux États-Unis servent aux présidents pour déterminer des grandes orientations de politique étrangère. Harry Truman, Ike Eisenhower, Jimmy Carter utilisent de telles occasions pour fixer de nouveaux caps à la diplomatie américaine.

<sup>2</sup> Henry Laurens, *L'Orient arabe à l'heure américaine : De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, Paris, Armand Colin, 2004 ; sur l'anomie, voir Emile Durkheim, *De la division du travail social*, Paris, PUF.

<sup>3</sup> Reprenant la métaphore de Thucydide, telle que la présente Henry Laurens, dans *L'Empire et ses ennemis : La question impériale dans l'histoire*, Paris, le Seuil, 2009.

seule hyperpuissance à même de réguler le jeu mais qui pourtant, se refuse à suivre les règles<sup>4</sup>.

## Penser le Moyen-Orient (1945-1991)

La relation américaine au Moyen-Orient remonte quasiment à la fondation des États-Unis. La région, qui est le premier lieu de déploiement d'une marine de guerre en 1801 pour lutter contre la piraterie tripolitaine, accueille ensuite à partir de 1830 les vagues de missionnaires américains qui fondent quatre décennies plus tard les premières universités américaines (Syrian Protestant College devenant l'American University of Beirut). Le commerce américain se déploie surtout à partir de l'entre-deux-guerres. La région occupe ainsi de longue date une place de choix dans la pensée stratégique américaine. C'est d'ailleurs un général américain qui invente le terme de Moyen-Orient<sup>5</sup> pour désigner cette zone intermédiaire entre l'Europe et l'empire des Indes sous domination britannique. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, trois générations de familles américaines se sont déjà succédé au Moyen-Orient. Si la première pratiquait le prêche, la seconde et troisième, qualifiées d'*arabist*, disposent d'un accès à la langue locale et sont le plus souvent employées dans les compagnies pétrolières. Sur la base de ces liens anciens, quelque chose de nouveau se met en place à partir de 1942.

La littérature sur les préludes de la Guerre froide montre comment, au cœur du conflit mondial, les États-Unis se mettent à penser le Moyen-Orient<sup>6</sup> non en lui-même mais afin de résoudre d'autres enjeux de l'heure. Il s'agit tout d'abord d'approvisionner l'URSS en matériel de guerre et en ressources alimentaires par le corridor persan (en traversant l'Iran) avec l'envoi de près de 40.000 experts. Puis, la négociation de nouvelles zones d'extraction pétrolière et la recherche de gisements en Arabie saoudite font de ce pays, un allié de guerre lui ouvrant la loi du prêts-bails<sup>7</sup>, qui implique de fait les puissances alliées. Lorsque le président Roosevelt rentre de la Conférence de Yalta, il manifeste symboliquement l'importance nouvelle conférée à la région en accueillant entre autres le roi Saoud à bord du navire qui le ramène aux États-Unis. Les discussions d'alors n'ont aucune valeur stratégique – elles portent sur les progrès agricoles américains et sur l'attachement saoudien à une Palestine arabe – mais toutes les décisions importantes sont déjà tranchées : les nouveaux États arabes indépendants participent à la construction d'un nouvel ordre mondial en intégrant l'Organisation des Nations unies, manière de mettre fin aux colonialismes français et britannique ; le partage des tâches et des espaces est fixé entre la Grande Bretagne et les États-Unis ; le Moyen-Orient,

---

<sup>4</sup> Ce n'est pas tant ici le problème de nier la souveraineté des pays qui se pose, que de modifier constamment les principes d'action (antiterrorisme, puis protection du pétrole, puis respect des minorités, promotion du développement, soutien à la démocratie...).

<sup>5</sup> L'amiral américain, Alfred Mahan, propose en 1902 dans la *National Review*, le terme de Middle East.

<sup>6</sup> Rashid Khalidy, *Sowing Crisis: The Cold War and American Dominance in the Middle East*, Beacon Press, New York, 2010.

<sup>7</sup> Cette loi de 1941 permet au président des États-Unis, de vendre, céder, prêter, toute marchandise nécessaire à l'effort de guerre d'un allié américain. L'Arabie saoudite devient partie du front, en raison des réserves d'hydrocarbures.

surtout, par ses ressources en hydrocarbure, va permettre la reconstruction de l'Europe avec une énergie bon marché alors que son économie est détruite par six ans de conflit.

L'intervention des États-Unis au Moyen-Orient repose donc sur un faisceau de facteurs et d'intérêts étrangers à la région. Cette dimension s'accroît après-guerre. Deux dossiers modifient l'importance de la région dans les plans américains. Le premier tient aux premiers heurts dans la lutte contre l'URSS. Si les Soviétiques acceptent de se retirer d'Iran en 1946, la poussée des communistes en Grèce en pleine guerre civile et l'annonce que la Grande Bretagne se retire, pousse l'administration Truman à faire de la Turquie et de la Grèce des éléments clés de la défense de l'Occident. Pour contrer l'essor soviétique, le Moyen-Orient devient un espace stratégique, le lieu de la bataille d'arrêt bloquant l'avancée soviétique. Dans cette perspective, les Britanniques abandonnent une zone qu'ils ne sont plus capables de tenir et les États régionaux sont largement secondaires dans les calculs stratégiques. Ils ne sont pris en considération qu'en 1953, lorsque le secrétaire d'État, John Foster Dulles, inaugure une nouvelle tradition en se rendant dans les capitales<sup>8</sup>.

L'autre élément décisif tient aux développements de la Seconde Guerre mondiale. Dès la fin des années 1930, les États-Unis se ferment aux flux migratoires européens, notamment aux populations juives d'Europe centrale et orientale<sup>9</sup>. Les visas que l'on délivre d'ordinaire aux Allemands ne sont plus distribués, montrant une volonté politique de l'administration Roosevelt d'empêcher l'arrivée de Juifs. Le pronostic du président se fonde sur les équilibres internes aux États-Unis : une brusque montée de la population juive risquerait selon lui d'attiser l'antisémitisme des milieux protestants – Ford lui-même n'est-il pas un admirateur d'Hitler ? – et donc d'empêcher la mise en place d'une aide américaine aux Alliés. De même, bien que les Américains aient eu connaissance de l'extermination des Juifs d'Europe, leur objectif principal reste la reconquête de l'Europe. Pour Roosevelt, seule la prise de Berlin peut mettre fin à la Shoah. Pour son successeur, Harry Truman, cette situation crée une dette morale à l'égard des Juifs européens. Ses sympathies vont au mouvement sioniste, qui lui permet en outre de détourner les départs des survivants vers la Palestine mandataire plutôt que vers les États-Unis. La conjonction de l'espoir messianique partagé par le mouvement sionisme avec les croyances d'une partie des milieux protestants américains, et ce sentiment de dette exprimé par Harry Truman, engagent les États-Unis dans le soutien à la création puis à l'essor de l'État d'Israël. Alors que la défense du monde libre dépend de cette région soit par la fourniture de pétrole soit par le jeu de carrefour et d'endiguement, le Moyen-Orient est à nouveau envisagé comme un espace où régler des questions qui lui sont exogènes.

Pour parachever l'équation, en 1949, le président Truman énonce une nouvelle doctrine qui allie développement, solution pour les réfugiés palestiniens (amalgamés aux Arabes) et nouvelle alliance des États-Unis avec les puissances régionales. Dans son discours de

---

<sup>8</sup> United States Department of State / *Foreign relations of the United States, 1952-1954. The Near and Middle East (in two parts)*, (1952-1954) : The visit of Secretary of State John Foster Dulles and Mutual Security Administrator Harold Stassen to the Near and Middle East, May 9-29, 1953, pp. 1-167PDF, consulté sur : <https://bit.ly/2RD6beZ>

<sup>9</sup> Henry Laurens, *La question de Palestine*, Paris, Fayard, 1997, tome II.

l'Union, il engage les États-Unis à soutenir le développement de la région pour prévenir son basculement dans le communisme et à apporter des fonds à la mise en valeur des espaces accueillant les réfugiés palestiniens – ce qui doit permettre leur intégration pleine et entière dans leur pays d'accueil.

Les principes de la politique américaine au Moyen-Orient ne changent guère de 1949 à 1979. Au contraire, les premières alliances réelles entre l'URSS et certains pays de la région (Égypte, puis Syrie et Irak) enracinent cette approche d'un Moyen-Orient comme élément d'une adversité qui lui est étrangère. Cependant, la superficie et la nature de la présence américaine sont perpétuellement modifiées par les retraits britanniques. De la crise de Suez en 1956 à l'énonciation de la doctrine Carter<sup>10</sup> en 1980, l'attitude américaine consiste essentiellement à prendre le relais de l'ancienne puissance coloniale. Lorsque la France, la Grande Bretagne et Israël lancent une offensive contre l'Égypte, les États-Unis s'opposent à cette intervention qui prend tous les traits d'une agression coloniale. Cette adversité à la Grande-Bretagne est exceptionnelle mais accélère la dévolution du contrôle sur le Moyen-Orient. Dans l'immédiat après-guerre, le président Eisenhower précise la vision américaine de la région comme « *a political vacuum*<sup>11</sup> » [vide politique]. Au nom de l'absence de forces politiques structurées – déniait par là aux gouvernements et États toute capacité réelle d'action – les États-Unis se voient forcés de proposer leur assistance et intervention. Cette attitude les place dans la position de se substituer à l'ancienne puissance hégémonique au nom de la lutte contre l'autre grande superpuissance, l'URSS. En cela encore, ce n'est pas une politique pour le Moyen-Orient qui est mise en œuvre, mais bien une politique du Moyen-Orient pour les autres.

Pendant la Guerre froide, les États-Unis anticipent au Moyen-Orient un affrontement qui n'existe pas encore en 1945. Si l'URSS bénéficie d'une sympathie parmi quelques noyaux militants dans la région avant et pendant le conflit mondial, ces embryons activistes subissent partout une intense répression des gouvernements. Qui plus est, le soutien soviétique à la création de l'État d'Israël en 1948 contribue à mettre fin à tout appui populaire. L'équation posée par les gouvernants est largement partagée par les sociétés : le communisme est une autre forme d'impérialisme. Les services américains œuvrent cependant à entraver toute avancée soviétique comme le rappelle Miles Copeland, qui détaille notamment les manœuvres américaines pendant la campagne électorale syrienne de 1947<sup>12</sup>. Il faut attendre la Guerre de Corée pour que les gouvernements arabes prennent conscience de la Guerre froide et y répondent par un appel à la neutralité<sup>13</sup>, les États-Unis se refusant à assurer l'armement des régimes en place. Devant la menace israélienne et le désir de revanche, la porte est ouverte à des alliances des États arabes avec le camp soviétique. Adib Chichakli d'abord, en 1953, Gamal Abdel-Nasser ensuite, concluent des partenariats pour doter la Syrie et l'Égypte en armement du bloc de l'Est.

---

<sup>10</sup> Voir ci-dessous. Carter définit l'Iran et l'Arabie saoudite comme les deux gendarmes du Moyen-Orient.

<sup>11</sup> Sur la doctrine Eisenhower, Salim Yaqub, *Containing Arab Nationalism: The Eisenhower doctrine and the Middle East*, Chapel Hill: University of North Carolina Press., 2004.

<sup>12</sup> Miles Copeland, *The Game of Nations: The Amoralty of Power Politics*, New York, Simon & Schuster, 1970.

<sup>13</sup> Matthieu Rey, « "Domestiquer" la Guerre froide au Moyen-Orient (1945-1961) : Dynamiques externes et trajectoires irakienne et syrienne », *Relations internationales*, n° 171, 2017, p. 69-84.

Ce basculement largement réactif plonge en quelques années la région dans une guerre froide arabe, où les rivalités régionales reproduisent celles des grandes puissances.

Tout au long des années 1960 et 1970, une nouvelle approche se met en place, initiée par Kennedy, puis renforcée par ses successeurs. Tout en s'assurant de la défense israélienne et de la protection des routes pétrolières, il s'agit de prévenir l'expansion soviétique en soutenant toute force locale se proclamant anti-communiste. En premier lieu, le recours aux pouvoirs monarchiques renforce l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Iran. Suivent les nouveaux émirats qui accèdent à l'indépendance. En second lieu, l'administration requalifie les groupes progressistes anti-communistes d'ennemi à ami, le cas le plus exemplaire étant celui le parti Baath. Alors que de 1954 à 1957, il fait partie des potentiels alliés des communistes ce qui suscite une tentative de renversement du gouvernement syrien (les Baathistes détenaient alors 20 % des sièges du parlement), quelques années plus tard, en Irak, l'administration Kennedy se rapproche au contraire des syndicats baathistes avant de soutenir le coup d'État qui amène au pouvoir en 1963, le premier gouvernement baathiste d'Irak. Ce dernier s'emploie à démontrer son anticommunisme par une gigantesque traque suivie d'assassinats des militants du parti. Cette dynamique scelle donc la relation entre États-Unis et acteurs locaux : au nom d'un anticommunisme partagé, et en l'absence d'autres puissances tutélaires présentes, les États-Unis cherchent des partenaires pour prévenir le déploiement de l'URSS.

Cette dynamique aboutit à un paradoxe en 1979-1980, qui remet en cause durablement la vision américaine de la région. Le processus de redéfinition des alliances et l'approche employée ailleurs – au Vietnam notamment – poussent les administrations Nixon et Carter à placer le Golfe persique au cœur de la stratégie diplomatique américaine. Après avoir pris la relève de la Grande Bretagne pour protéger les nouveaux émirats émergents et en réponse au développement de la rente pétrolière, qui fait de l'Iran et de l'Arabie saoudite deux poids lourds en matière d'achat d'armements et d'investissements dans les économies nord-américaines et européennes, Jimmy Carter érige ces deux pays en « gendarmes » de la région, garants de la stabilité, éligibles à ce titre aux meilleurs armements. Cette nouvelle approche fait au passage d'Israël et du Golfe Persique les deux espaces relais de l'influence américaine. Le premier pôle est rejoint en 1979 par l'Égypte qui entame les négociations de paix avec Israël en contrepartie d'aides financières américaines.

À peine mis en place, ce dispositif connaît une profonde remise en cause. Pour les stratèges américains, l'Iran constituait le lieu de la bataille d'arrêt, là où en cas de guerre mondiale (donc contre l'URSS), les forces américaines pourraient stopper l'avancée de l'Armée rouge. Or, à partir de 1978, les Iraniens descendent massivement dans la rue pour dénoncer le régime du Shah. Après des mesures contradictoires de répression et d'ouverture, ce dernier est forcé à l'exil au début de l'année 1979. Le 1<sup>er</sup> février, son opposant historique l'Ayatollah Khomeiny rentre d'exil et parvient avec ses partisans à fonder un nouveau régime, la République islamique d'Iran. Immédiatement, les gestes hostiles envers l'Amérique se multiplient et culminent par la prise de l'Ambassade américaine qui symbolise pour les révolutionnaires iraniens, l'endroit d'où sont parties les manigances dans les années 1950 contre le gouvernement de Mossadegh. C'est ainsi que disparaît l'un des deux gendarmes posés par la doctrine Carter.

La double polarité régionale fixée par les États-Unis autour du Golfe et d'Israël conditionne largement les interventions américaines au cours des années 1980, avec un léger changement. À l'ouest, l'appui à Israël se traduit par le soutien aux factions libanaises proches de l'État hébreu. Cette stratégie culmine en 1983 par le plan de paix Reagan lorsque le gouvernement libanais d'Amine Gemayel donne des gages pour sortir de la guerre civile. Pour les adversaires régionaux et internationaux des États-Unis, tout doit être entrepris pour bloquer ce processus de paix : l'attentat du 23 octobre 1983, cause la mort de 220 marines et 21 soldats. Il pousse le président américain à ordonner le retrait immédiat des troupes américaines du Liban. Jusqu'à la fin de cette décennie, les États-Unis s'impliquent dans des médiations à destination des acteurs de la région, mais évitent toute intervention locale. À l'Est, pour contrer l'expansion iranienne et venger les affronts faits à l'Amérique, l'administration Reagan soutient l'effort de guerre irakien contre son voisin. Un jeu d'équilibre subtil s'établit, qui permet aux États-Unis d'empêcher l'Iran de modifier l'équilibre des forces, mais prévient aussi la victoire irakienne. Finalement, lorsque les autres puissances riveraines du Golfe sont affectées par le conflit en 1986, les États-Unis montrent leurs velléités d'intervenir directement. Mais déjà, l'équilibre mondial des forces s'est largement transformé. De façon symptomatique, Hafez al-Assad parle dès 1987, d'une nouvelle configuration des forces à venir. Il faut la surprise de 1990 – l'invasion par Saddam Hussein du Koweït – pour que les cartes soient rebattues.

## L'hégémonie américaine (1991–2003)

Le 2 août 1990, après diverses tractations diplomatiques et déclarations menaçantes, Saddam Hussein lance l'armée irakienne à l'assaut du Koweït. Un an plus tôt, le 9 novembre 1989, la chute du mur de Berlin symbolise la fin de la bipolarité du monde. Bientôt tout l'ancien bloc de l'Est se disloque et l'URSS fait face à une contestation interne, mettant ses dirigeants en marge, incapables de peser sur la nouvelle crise internationale. Au contraire, le président George Bush se pose en nouveau dirigeant, coalisant autour de lui 35 pays pour contrer le dictateur irakien. Ce moment marque le début d'une période inédite où une puissance s'arroge une hégémonie sur la région. Comme le rappelle Henry Laurens, cette notion diffère de la colonisation dans le sens où il n'y a pas prise ni occupation<sup>14</sup>. À l'exemple de ce que décrit Thucydide, les États-Unis maîtrisent des points – les bases militaires – qui leur assurent des zones relais pour éviter que les flux de marchandises (principalement des hydrocarbures) ne tombent sous la surveillance d'autres acteurs. Pour cela, deux flottes militaires – la 6<sup>e</sup> en Méditerranée orientale et la 7<sup>e</sup> dans le Golfe – offrent une capacité d'intervention inégalée. À partir de ce moment, nul autre État ne peut entrer en concurrence réelle avec les États-Unis. Ce déploiement de force et cette capacité de projection sans pareil – illustrée en 1991 contre l'Irak – n'impliquent pas l'occupation de nouveaux espaces, avant 2003. Au contraire, se généralisent les interventions à distance avec au besoin le bombardement des points récalcitrants.

---

<sup>14</sup> Henry Laurens, *L'Empire et ses ennemis*. *op. cit.*

Cette nouvelle stratégie ne se limite pas à une surveillance militaire de la région. Au contraire – et largement du fait des positions de Saddam Hussein qui prétendait se battre pour les Palestiniens et réclamer la fin des occupations (du Koweït par l'Irak, du Liban par la Syrie et de la Palestine par Israël) –, la puissance américaine se voit dans l'obligation morale et politique d'apporter des solutions aux conflits régionaux. L'hégémon ne signifie donc pas ici « imposer une paix coloniale » mais s'assurer d'une résolution des conflits entre tiers. Le premier cas trouve une solution rapide : au Liban, les États-Unis laissent entendre à Hafez al-Assad qu'ils ne s'opposent pas à une résolution syrienne de la guerre civile, pourvu que cela ne lèse pas le voisin israélien. L'armée syrienne peut lancer une vaste offensive qui, en complément des accords de Taëf, permet le désarmement des milices en présence et la fin du conflit libanais. Seuls les groupes armés comme le Hezbollah ayant fui dans la zone sous supervision israélienne peuvent conserver une partie de leur armement. Sous cette forme, l'hégémonie américaine implique une certaine reconnaissance des rapports de force régionaux.

Le cas plus complexe à gérer pour la puissance américaine demeure l'Irak. Plusieurs éléments compliquent l'équation américaine, non pas pendant la phase des opérations militaires menées en 1991 – ces dernières sont conduites aussi promptement que violemment – mais après. L'appel du président américain aux Irakiens pour qu'ils se soulèvent est emblématique des difficultés de la diplomatie en contexte d'hégémonie : l'incompréhension entre discours américains et acteurs locaux atteint son comble quand de larges segments de la population pensent être en droit de se soulever là où G. Bush ne pensait qu'aux officiers irakiens à même de conserver une structure institutionnelle garante de stabilité. Quand l'intifada de 1991 fait perdre au régime de Saddam Hussein le contrôle de vastes territoires (épisode crucial qui redéfinira pour longtemps la grammaire du pouvoir dans la région<sup>15</sup>), la communauté internationale attend derrière la frontière l'arme au pied que la crise irakienne se résolve en interne. Le régime irakien déploie alors toute sa violence d'État pour récupérer le contrôle, sélectionnant le pays utile, sa capitale et quelques villes majeures et délaissant le reste du pays. Saddam Hussein use abondamment pour cela, de l'arme confessionnelle soudant ses troupes autour d'un sunnisme militant pour contrer les appels populaires au chiisme.

Ainsi naît la « question irakienne », ce nouveau problème inachevé de la région qui voit un régime choisir de ne plus exercer sa souveraineté sur tout le pays, pratiquer la prédation la plus systématique sur sa société, jouer des espaces de manœuvre le tout

---

<sup>15</sup> À la suite du retrait du Koweït, une partie des soldats et des populations du sud de l'Irak se soulèvent contre le régime de Saddam Hussein, s'en prenant aux officines du parti, aux symboles du pouvoir et à ses représentants. Puis le Kurdistan entre dans la contestation. En quelques semaines, le territoire bascule sous le contrôle des insurgés. Saddam Hussein négocie auprès des généraux de la coalition le droit d'utiliser ses hélicoptères en dépit de l'interdiction du survol de l'Irak exigée par la Coalition. À l'aide de cette arme et en prenant sur les corps d'élite de la Garde républicaine, il entreprend la reconquête du pays insurgé au prix de 250 000 morts environ. Voir : Fanar Haddad, *Sectarianism in Iraq. Antagonistic Visions of Unity*, New York, Columbia University Press, 2011 ; Peter Harling « Saddam Hussein et la débâcle triomphante Les ressources insoupçonnées de Umm al-Ma'ârik », *Revue des Mondes Musulmans et Méditerranée*, 117-118, 2007, p. 157-178.



pour durer. Les États-Unis et leurs alliés de circonstance selon les crises qui éclatent, rappellent à l'ordre le régime irakien par des bombardements sporadiques.

L'hégémonie américaine et son enracinement impliquent pourtant rapidement de régler les deux « questions » de la région : les questions irakienne et israélo-palestinienne, sources d'instabilité. Plutôt que de chercher à résoudre les problèmes politiques afférents, ce qui aurait impliqué qu'ils repensent les trois principes qui guidaient leur stratégie (protection d'Israël, surveillance des routes pétrolières, blocage de toute contre-puissance), les Américains se contentent de les affronter. À partir de 1992, Israéliens et Palestiniens s'engagent dans un processus de paix. Rapidement le nouveau président Bill Clinton tente de patronner les discussions censées résoudre le principal conflit régional. Dix ans de discussions se résumeront à quelques points : reconnaissance mutuelle (aux dépens du règlement des problèmes de fond) ; obligation pour le partenaire palestinien de répondre aux exigences de sécurité israéliennes sans lui-même être assuré d'être protégé ni de recevoir les dividendes de la paix en termes de souveraineté. En troisième, à l'intérieur de la société palestinienne, les accords d'Oslo permettent le retour d'une partie des exilés, les combattants palestiniens de l'extérieur comme Yasser Arafat. Leur retour bouleverse des équilibres internes. Enfin, en aucun cas la tutelle américaine sur les négociations de paix n'implique la mise en œuvre de la moindre pression pour que les enjeux fondamentaux du conflit israélo-palestinien ne trouvent une réponse. Ni la répartition de l'eau, ni la question des frontières, ni le statut de Jérusalem ni le problème des réfugiés, ne sont abordés. Lorsque ces questions seront enfin soulevées, en 1999-2000, le partenaire américain semble découvrir l'ampleur du chemin à parcourir. Entre-temps, de nouveaux acteurs se sont impliqués dans la résolution du conflit. L'Union européenne s'est vu confier le volet du développement des territoires palestiniens. Cette partition souligne le poids toujours dominant des États-Unis qui définissent l'espace des autres puissances. Mais déjà, les conséquences se font sentir : tous les acteurs locaux qui ont joué le jeu de la diplomatie américaine perdent leurs soutiens et une polarisation nouvelle des sociétés locales pousse les extrêmes sur le devant de la scène. La seconde intifada scelle l'échec du dispositif hégémonique.

L'autre gros dossier régional, le dossier irakien, ne connaît pas de stabilisation non plus. L'absence de règlement en 1991 due en partie à la découverte par les États-Unis de l'ampleur des avancées irakiennes en matière d'armement non conventionnel, crée des soubresauts tout au long des années 1990. Les paramètres de la question irakienne sont connus<sup>16</sup> : à l'intérieur, le blocus imposé par les États-Unis déséquilibre la société, poussant tout un chacun à recréer des cercles d'entraide, faisant réémerger les solidarités de base (famille, tribus, confessions). Le régime se re-déploie et n'est nullement entravé par les sanctions. Au contraire, il puise dans ces mécanismes, une nouvelle manne qui lui permet de s'enrichir. Différents entrepreneurs – chefs tribaux, religieux, etc. – se voient chargés du maintien de l'ordre interne. Sur le plan extérieur, le régime irakien devient le suspect permanent qu'il faut contrôler et inspecter. Dans le cadre de l'hégémon américain, chaque entrave aux recherches menées par les enquêteurs onusiens devient prétexte à une intervention militaire. Ces moments sont révélateurs de

---

<sup>16</sup> Loulouwa al-Rachid, *L'Irak de l'embargo à l'occupation : Dépérissement d'un ordre politique*, Paris, Thèse à l'IEP Paris, 2010.

l'agencement de l'ordre international. La crise de 1998 est à cet égard symptomatique : après plusieurs pressions notamment de la France, Saddam Hussein consent à laisser inspecter les palais présidentiels avant de se raviser au dernier moment. Ce motif suffit à Bill Clinton, empêtré dans l'affaire Monica Lewinsky, pour menacer et envoyer les bombardiers contre l'Irak. Il est suivi par Tony Blair. D'autres États tentent au dernier moment de remédier aux différends. Yevgeny Primakov est dépêché par Eltsine à Bagdad pour tenter de trouver une solution au conflit<sup>17</sup>. Un délai avait été obtenu pour cette mission après d'âpres négociations menées entre autres par le représentant russe de l'époque à l'ONU, Sergueï Lavrov. Mais son avion n'a pas encore décollé que les bombardements américains et britanniques débutent, démontrant s'il en était besoin comment les autres puissances sont relayées au rôle de figurants ou d'alliés ne pouvant infléchir qu'à la marge la marche des États-Unis. Une fois les bombardements réalisés, rien ne change sur le fond en Irak.

L'invasion américaine de 2003 peut être considérée à plusieurs égards comme le point d'aboutissement de cette séquence. Une nouvelle équipe parvient au pouvoir et fait de la guerre contre le terrorisme le principe d'une nouvelle politique : il s'agit, en généralisant la démocratie libérale au besoin par le renversement des régimes en place, de stopper l'essor du terrorisme et de résoudre par là même les conflits régionaux qui minent la stratégie américaine au Moyen-Orient. L'antiterrorisme permet en outre un rapprochement des positions : saoudiens ou Émiratis revendiquent leur propension à lutter contre les groupes islamistes désignés par les États-Unis, Jordanie ou Égypte offrent leurs capacités pénitentiaires et leur savoir-faire pour faire craquer les récalcitrants, Israël peut entrer au diapason du discours, rappelant comment dans le cadre de la seconde intifada, la « seule démocratie de la région » lutterait contre les terroristes. En dehors de tout cadre onusien, l'administration Bush lance une guerre pour le renversement du régime de Saddam Hussein, première pierre pour elle d'un nouveau Moyen-Orient. Soudainement, la puissance hégémonique tente de démontrer que l'usage de sa force brute peut permettre une transformation de la situation. En réalité, cela démontre rapidement les limites de ce pouvoir et les apories des solutions proposées.

## Le vertige (2003–2020)

En quelques semaines, l'armée irakienne s'effondre, le régime de Saddam Hussein se disloque avec la disparition de son chef. Tout semble confirmer les espoirs américains. Cependant, rien n'est prévu pour le jour d'après par l'administration d'occupation. Mettre en place une démocratie ? Abolir le régime que toute une littérature s'est employée à qualifier de totalitaire ? Les États-Unis tentent de réutiliser les guides d'action forgés contre le régime nazi : débaathification, démilitarisation, jugement par un tribunal exceptionnel, formation d'une nouvelle constitution devant assurer que tous soient représentés. Ces principes se révèlent vite inefficaces. La débaathification et la démilitarisation poussent au chômage l'administration irakienne et les forces de l'ordre, elles privent le pays de ses cadres. Le jugement souligne bien vite les contradictions du

---

<sup>17</sup> Yevgeny Primakov, *Au cœur du pouvoir : Mémoires politiques*, Paris, Edition des Syrtes, 2002.

nouvel ordre (quelles accusations retenir ? quelles preuves appuient l'accusation ? etc.). Enfin et surtout, la promotion de la démocratie se fait dans un contexte abordé sous un angle ethnique et confessionnel. Au nom de la défense des minorités, il faut que chacun puisse disposer d'une voix dans la nouvelle assemblée, ce qui donne un avantage comparatif aux entrepreneurs identitaires. Celui qui parle au nom des Kurdes devient « leur » représentant, etc. Cette situation bascule quelques mois plus tard. La disparition de la puissance publique et la rancœur des vaincus poussent à la création de milices locales qui entendent libérer le territoire des États-Unis.

De 2004 à 2012, la première puissance mondiale fait face en Irak à une contestation violente de son hégémonie. En dépit d'un armement de plus en plus sophistiqué, et d'un nombre croissant de troupes au sol, l'insurrection met en échec tout retour à la normale. Plus encore, l'Irak devient le sanctuaire d'Al-Qaïda dont les forces s'implantent à partir de 2005 sur son territoire. Les États-Unis se retrouvent forcés de suivre l'agenda des partis politiques se revendiquant du chiisme politique qu'ils ont aidé à mettre en place, alors même que ces derniers n'envisagent nullement d'abolir l'autoritarisme et à instaurer une solution politique<sup>18</sup>. Au contraire, elles se rapprochent de plus en plus de l'Iran au nom d'un chiisme politique partagé, et surtout, au nom de l'antiterrorisme, en appellent de plus en plus à des formules répressives. L'arrestation, la détention et la torture des opposants deviennent une réalité quotidienne. Lorsqu'une entreprise étrangère fait face à une longue grève, les ouvriers sont menacés d'être traduits en justice pour terrorisme. L'Irak devient l'aporie du rêve hégémonique américain. Leurs autorités sont forcées de réduire leurs ambitions, ce que fait le général Petraeus. Il met en place un plan de contre-insurrection divisant les espaces urbains en îlots, cisillant le pays de points de contrôle, se rapprochant de toute autorité prête à lutter contre Al-Qaïda. À ce prix, le niveau de violence décroît. Cependant, le traumatisme est profond. Toutes les séries américaines réalisées à partir de 2005 incluent la figure du revenu d'Irak, le plus souvent traumatisé.

Au niveau régional, le nouvel ordre démocratique rêvé par la puissance américaine entre vite en contradiction avec le mot d'ordre de l'antiterrorisme. Si dans un premier temps, les fondations américaines (comme la Ford Fondation) encouragent la promotion des acteurs de la société civile et si la secrétaire d'État Condoleezza Rice sermonne les dictateurs arabes pour qu'ils tempèrent leurs gouvernements autoritaires, le chantage au terrorisme reprend vite le dessus. Il devient impossible aux États-Unis de défendre un nouveau Moyen-Orient qui ferait l'économie des chefs d'États autoritaires qui dominent les États du Moyen-Orient. Pire, l'échec patent des États-Unis en Irak renforce la position de ceux qui refusent l'ordre américain. À sa manière, la guerre de 2006 entre Israël et le Liban illustre la montée en puissance régionale de l'Iran, du Hezbollah et de la Syrie. Cette reconfiguration s'accompagne enfin de façon plus discrète mais bien réelle de l'entrée en scène de nouveaux acteurs commerciaux. L'Inde, mais surtout Singapour, la Chine, Taiwan et la Corée du Sud deviennent des partenaires importants des États de la région à partir

---

<sup>18</sup> Toby Dodge, *Iraq: From the war to new authoritarianism*, Londres, Routledge, 2013.

de 2005<sup>19</sup>. Là où le déploiement de force devait libérer le Moyen-Orient, l'expérience irakienne révèle le vide qui sous-tend l'hégémonie américaine dans la région.

Malgré leurs différences, les deux présidents suivants – Obama et Trump, tous deux confrontés au problème d'une administration multipolaire dans laquelle chaque organe tente d'imposer sa décision, prennent acte de l'inutilité de la présence américaine au Moyen-Orient. Trois principes guident l'action de Barack Obama : le premier – qu'il rappelle dès le discours du Caire en 2009 – est un « retrait » de la présence américaine de la région – et en Irak tout particulièrement. Dans les faits, il s'agit plutôt d'un redéploiement des forces en présence sur le terrain : à aucun moment, les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> flottes ne sont retirées de la région. Barack Obama impose les États-Unis comme des arbitres d'un nouvel espace sur lequel ils ne veulent plus intervenir que par drones et aviations. Il cherche pendant son mandat à mettre en œuvre un retrait d'Irak cohérent. Il négocie près de quatre ans pour s'assurer qu'un tel départ ne devienne pas un nouveau Saïgon (ce mouvement précipité des Américains en 1975 pour quitter le Vietnam). Le second principe est de solder le leg de la Guerre froide. Les États-Unis doivent dans cette perspective, normaliser leur relation avec la Corée du Nord, Cuba et l'Iran, trois pays avec lesquels ils entretiennent un rapport conflictuel depuis les années 1970. Enfin, le dernier principe consiste à poursuivre et intensifier une politique de ciblage dans la lutte contre les groupes armés. Traque et exécution de Ben Laden, blanc-seing donné aux Français contre Kadhafi, ou encore recours massif aux drones sont autant d'éléments constitutifs de cette stratégie.

C'est dans ce contexte qu'advient l'inattendu : en 2011, plusieurs sociétés arabes présentées comme dépolitisées, renversent les régimes qui les opprimaient. Les États-Unis n'affichent jamais un soutien de principe aux populations en lutte, ce n'est que contraint par ces administrations (principalement Pentagone et CIA, mais aussi State Department) que la Maison Blanche tente parfois donner une nouvelle impulsion. Et, une fois encore l'incompréhension entre les États-Unis et les acteurs régionaux prédomine. Les Américains, très grande puissance, envoient des signaux qui contredisent leurs intentions réelles, signaux qui sont compris par les populations comme des encouragements alors qu'ils signifient le plus souvent des constats. Le cas le plus représentatif concerne le début du conflit syrien. Durant l'été 2011, le président Obama déclare que les jours de Bashar al-Assad sont comptés, ce qui, sur le terrain, est interprété comme un soutien aux mobilisations populaires. En 2013, toujours en Syrie, le front nord suit les directives du Pentagone et le front sud celles de la CIA, sans que les deux départements ne se mettent d'accord<sup>20</sup>. Face à cette situation, Obama refuse tout appui militaire supplémentaire. Il ne le consent que lorsqu'une organisation terroriste (l'État islamique) émerge au printemps 2014 et s'en prend à des Américains. Dès septembre 2014, les bombardiers redécollent vers l'Irak et la Syrie.

Ce « retrait » américain dans la région est une aubaine pour les autres grandes puissances régionales et profite notamment à l'Iran. Globalement, de nouvelles

---

<sup>19</sup> Geoffrey Kemp, *The East moves the West: India, China and Asia's Growing Presence in the Middle East*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2012.

<sup>20</sup> Entretiens à Washington D.C. auprès de différents responsables du State Department, avril 2014.

puissances peuvent s'y affirmer à moindre coût. Vladimir Poutine trouve dans l'équation moyen-orientale une occasion de venger les camouflets infligés au temps de la grande hégémonie américaine. À chaque fois que les instances internationales onusiennes sont saisies, le veto russe rappelle leur rôle de grande puissance. Plus encore, la Russie utilise son partenaire local, Bashar al-Assad, pour faire de la Syrie un terrain de démonstration des nouveaux armements russes – notamment contre Alep – et de ses compagnies de sécurité privées. Le terrain moyen-oriental devient une vitrine de ce que peuvent faire les entreprises russes.

Cependant, malgré ce renversement de tendance, les outils de puissance restent aux mains des États-Unis : la force de projection et la capacité offensive des États-Unis et des autres ne sont nullement comparables. Aussi, tout donne à penser que les États-Unis se sont retirés du ring du Moyen-Orient, laissant les cordes à d'autres puissances, chacune appuyant des forces locales. Cependant, en dernier recours, ce sont bien les États-Unis qui maîtrisent le jeu.

L'arrivée du président Donald Trump le confirme. À l'encontre de son prédécesseur, ce dernier ne met pas en œuvre une politique concertée, mais répond en premier lieu à ses intérêts les plus immédiats et suit les avis des différents corps de l'État. Les généraux retrouvent une écoute plus importante. Ainsi le voit-on soutenir outrageusement le gouvernement Netanyahu pour satisfaire une partie de l'électorat américain proche des évangélistes et des protestants millénaristes. Il se montre enclin à décrire les monarchies du golfe comme des alliés au nom des contrats d'armement. Ces deux engagements le poussent à ouvrir une guerre indirecte contre l'Iran, que ce soit en autorisant les interventions israéliennes en Syrie contre le Hezbollah ou les Pasdaran, ou en s'attaquant directement aux officiels iraniens avec l'assassinat par drone de Qassem Souleimani. Ces actes de puissance ne suivent pas réellement un plan concerté. Il s'agit bien davantage d'irruptions brutales sur le champ moyen-oriental pour satisfaire des franges de l'électorat américain, mettre en valeur le président comme homme fort du pays, une représentation battue en brèche à l'époque de la débâcle irakienne. En ne développant pas de politiques à proprement parler pour la région, ce qui aurait supposé un engagement risqué et la mise à place des grandes visées américaines, la diplomatie de Donald Trump reprend en fait les principes qui guidaient celles de ses prédécesseurs, notamment le refus de poser des limites à des États autoritaires avides de partenariats avec l'unique puissance susceptible de jouer sur le jeu moyen-oriental.

## Conclusion

Les crises actuelles qui secouent le Moyen-Orient ne trouvent certainement pas racine aux États-Unis, mais ces derniers ont largement contribué à façonner le devenir de la région en y occupant une place hégémonique et grandissante. L'équilibre des forces prévalant à l'échelle globale les place en 1991 en position unique d'hyperpuissance dans la région. Mais que faire d'un tel pouvoir dans le cadre de dynamiques régionales complexes face auxquelles les différents leaderships américains se révèlent contradictoires ?

La plupart des outils de puissance et des visées américaines au Moyen-Orient ont été conçus à l'époque de la Guerre froide dans le but de remplacer les Britanniques et de contrer la puissance soviétique.

L'hégémonie américaine, telle la puissance athénienne dans l'Antiquité, implique de stabiliser les zones vitales de son aire d'influence. Mais une telle stabilisation supposerait une remise à plat des relations entre les pays de la région et les États-Unis, qui ne peuvent, pour des raisons électoralistes, se départir de quelques grands principes d'action contradictoires : surveiller les routes pétrolières, soutenir les pays producteurs de pétrole, défendre Israël, trouver une formule pour éviter des crises régionales comme celle de la guerre du Golfe en 1991.

En résumé : les États-Unis semblent toujours avoir agi pour des motifs exogènes à la région et non pour l'intérêt des États de la région, largement perçue par les différentes administrations américaines, comme un espace vide. En cela, le concept d'hégémonie restitue cette forme de contrôle bien particulière : tenir des points d'observation et de surveillance à partir desquels les outils de puissance peuvent être employés. C'est un peu l'image des frontières d'Empire, ces marges sur lesquelles tout type d'action de « correction » peut s'imposer pour que le reste de l'Empire soit stable.

Après trois décennies d'hégémonie américaine au Moyen-Orient, le bilan est lourd. Certains territoires comme les territoires palestiniens ou l'Irak peinent à se reconstituer comme entité politique, d'autres sont durement affectés, comme le Liban ou l'Égypte, et les soubresauts violents se multiplient. Mais le repli stratégique opéré par la puissance américaine ne doit pas être un leurre. Si la super puissance laisse désormais les « autres » agir, ils ne le peuvent toujours que sous son contrôle. L'hyperpuissance définit encore en dernier lieu par sa force de frappe les lignes rouges qui lui semblent importantes, donnant régulièrement la sensation de devoir aller au bord du gouffre pour se réaffirmer et rejouant *ad nauseam* les vertiges de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient.